

La Croissance par l'Industrie

L'UE et la France en particulier ont reconnu depuis peu que c'est l'industrie qui commande la croissance : c'est elle qui permet de faire une place dans le monde aux pays exportant leur production, celle-ci déterminant si la balance commerciale est positive ou négative. C'est elle qui entraîne la productivité d'un pays à la hausse. C'est elle qui incite à développer l'enseignement et la formation professionnelle, sans lesquelles un pays est réduit au déclin. Néanmoins des obstacles sont dressés contre ce développement industriel ; pourtant, sans industrie, pas de croissance. Des rencontres ont analysé ce défi et proposé des solutions¹

Les causes d'un fiasco industriel reconnu :

Elles sont mondiales et européennes, mais (surtout) françaises.

Au niveau mondial, les changements considérables dans les équilibres, avec l'émergence de nouvelles puissances (Chine, Inde, Brésil, en particulier) ont révolutionné la planète. Non seulement le poids de ces nouvelles puissances a été considérable en soi, mais, de plus, leur irruption a modifié les critères de choix dans la mesure où les prix affichés (grâce à la main-d'œuvre bon marché) sont devenus l'argument unique de vente, au détriment des « avantages acquis » (compétence humaine, sophistication des processus de fabrication) dont pensaient se prévaloir les anciens pays. Ceci a été légitimé par une ambiance idéologique de « laissez-faire », qui a envahi les consciences, depuis M. Thatcher et R. Reagan, et qui a fait croire que le monde allait, avec le libre-échange, vers la richesse universelle. La dernière crise a vaincu ce bel optimisme, le monde allant de crise en crise et de déception en déception : le doute sur l'avenir, à partir du « choc pétrolier » de 1973, a entraîné une préférence pour le court terme. *Au niveau européen*, cette situation a été aggravée du fait que ses dirigeants ont appliqué fidèlement cette doctrine, en mettant en avant un véritable culte de la concurrence, alors que d'autres au contraire (les USA en particulier) ne le suivaient que lorsque leurs intérêts bien compris n'étaient pas en jeu. Ainsi la gouvernance européenne a été laissée à l'abandon (absence d'exécutif économique et de budget suffisant, BCE surveillant exclusivement la seule inflation, contrairement aux autres Banques centrales).

Et la France ? Pourquoi est-elle le pays européen qui a perdu relativement le plus d'activités industrielles depuis 40 ans ? Pourquoi au contraire l'Allemagne, qui a eu les mêmes contraintes mondiales et européennes que la France, n'a-t-elle pas subi le même déclin ? Toute une série de choix malheureux s'est accumulée sur la France. Au plan financier, elle est le pays européen qui (de même que le Royaume-Uni, avec les mêmes conséquences fâcheuses) a accueilli davantage d'IDE² (qui sont des investissements souvent plus volatils, du fait qu'ils sont décidés généralement pour leur rentabilisation à court et moyen terme³), alors que l'industrie exige une grande stabilité ; l'Allemagne au contraire a davantage compté sur sa propre épargne pour investir, l'industrialisation allemande s'étant faite, non pas par l'État, mais, en grande partie, par la liaison étroite entre l'industrie et les banques locales. En France, faute d'initiative étatique, le laissez-faire et le fatalisme ont plongé l'économie dans le non-choix : le crédit pour la recherche par exemple (assuré à 75 % par l'autorité publique) a atteint à peine, ces dernières années, 2 % du PIB national (alors que l'objectif européen l'avait fixé à un minimum de 3 %). De plus, la liaison entre recherche et développement industriel ne s'est

¹ cf. Conférence annuelle de Xerfi (01/12/11), débat sur l'industrie d'Euranova (19/04/12), Rendez-vous des Annales des Mines (24/05/12)

² Investissements Directs Etrangers

³ **Quand la France a privatisé** ses entreprises industrielles publiques à partir de 1986, elle a d'abord utilisé un capital stable, « les noyaux durs », mais à partir de 1993 (sous le gouvernement Baladur), elle a livré ces entreprises, indistinctement, au capital étranger, ouvrant la voie aux délocalisations, les cas les plus notables étant Péchiney et Arcelor, fleurons de l'industrie française, livrés sans réaction à ce capital étranger. Depuis lors, on s'est aperçu des dégâts causés et l'on a lancé trop tardivement, en 2009, « le Grand Emprunt », malheureusement situé en période de récession et dont les dotations sont demeurées insuffisantes

réalisée que très difficilement et lentement. D'autre part, le choix des filières s'est fait en fonction des choix du passé et des préférences pour la consommation interne, et non en fonction de l'évolution de la demande mondiale (alors que les Allemands ont misé sur les biens d'équipement, demandés prioritairement par les pays émergents). La France a misé sur les technologies intermédiaires, alors que les Allemands ont accordé une préférence aux plus évoluées et à la qualité, dont ils ont fait un label, en promouvant leurs marques. Enfin on notera deux handicaps dont les PMI françaises ont souffert: - la France a laissé ses grands groupes écraser les entreprises moyennes (soit qu'elles les ont absorbées, soit en les domestiquant par la sous-traitance, soit en payant avec des retards injustifiés les services rendus), alors que l'Allemagne les a protégées et en a fait une force de frappe redoutable en faveur de l'exportation. - par sa politique fiscale, la France a surchargé les PMI, en taxant lourdement leurs équipements (sans les faire profiter des niches fiscales, comme les grands groupes) et en faisant porter le poids des charges sociales sur l'industrie, alors qu'ils exonéraient d'impôt l'embauche dans le tertiaire où les salaires sont souvent plus faibles.

Les remèdes proposés :

Les uns sont spécifiques à l'industrie, les autres touchent à l'encadrement utile à son essor.

Les remèdes spécifiques : -Favoriser les PMI, spécialement celles comprises entre 50 et 5.000 salariés (ce qui manque cruellement à la France), pour des raisons sociales, mais aussi pour des raisons économiques: il y a accord général sur ce principe ⁴, mais ceci entraîne certaines conséquences pratiques, souvent oubliées, en particulier : -pour le financement (privilégier l'épargne nationale, plus stable, à l'épargne internationale, plus volatile) - pour la protection, par l'État, des PMI par rapport aux grands groupes, qui ont pris l'habitude de les opprimer, afin d'augmenter leurs marges bénéficiaires – pour la politique fiscale (décharger les activités industrielles par rapport aux activités tertiaires) – pour les subventions (par exemple, ne faire bénéficier du crédit/ recherche que ce qui concerne la recherche industrielle, à l'exclusion de la recherche mathématique à des fins de spéculation financière), – pour l'aménagement des territoires (les PMI sont par nature insérées dans un territoire dont elles mesurent mieux les réalités et la possibilité de mener des actions complémentaires). Elles peuvent ainsi assurer la cohérence d'un système régional et la liaison indispensable entre local et international

-Choisir les filières d'avenir : la France n'a pas pris celles qui étaient d'avenir (automates, lasers, matériaux nouveaux, biochimie informatique, nanotechnologies), comme l'ont fait de grands pays comme les USA, la Chine, mais aussi des petits, comme Finlande ou Israël... et, là même où elle aurait du être avantagée par la présence sur place de la matière première, comme l'agroalimentaire, les Allemands ont surpassé la France !). Ceci est très néfaste quand il s'agit de l'énergie: comment va-t-on réaliser le cocktail entre nucléaire, renouvelables et économie d'énergie ? Des décisions devront être prises vite, car, dans ce domaine névralgique, il faut voir à long terme : l'incertitude est très nuisible (ex. négatif du solaire)

-Mettre en valeur l'innovation face aux incertitudes de l'avenir: la France n'a pas non plus investi assez dans l'innovation technique ou même managériale. Depuis 1973, elle n'a pas su passer de la planification (trop rigide pour un monde désormais instable), à une prospective stratégique (nécessaire, en particulier, quand le prix du pétrole est devenu imprévisible et ses réserves incertaines), l'innovation étant le moyen de faire face à ce monde en évolution⁵

L'encadrement utile :- Changer de doctrine économique : le critère préférentiel choisi, jusqu'ici, par la France (poussée par l'UE) est la concurrence, non seulement au niveau

⁴ **Encore qu'il y a une opinion contraire**, selon laquelle il faut défendre, avant tout, les grands groupes (qui ont une grande implantation en France) , afin de préserver la présence française dans le monde

⁵ **L'innovation** permet de préparer l'avenir en mesurant les forces et les faiblesses d'un système, pour surmonter toute épreuve éventuelle par la créativité ; il lui faut une réflexion, la **recherche d'idées nouvelles** (cf. Agence d'innovation industrielle), s'appuyant sur l'information externe (les clients) et interne (le dialogue social), sur une collaboration avec les universités, laboratoires et sur la connexion avec des réseaux existants.

mondial, mais aussi européen. D'où « le moins-disant social, fiscal et environnemental », qui exacerbe la concurrence entre les 27 États membres européens et dérègle ce qui était jusqu'alors protégé, en prétendant assouplir au nom de la « flexibilité » et des « ajustements structurels ». Or désormais, la coopération entre entreprises, entre États et entre régions doit devenir un choix légitime...plutôt que ladite concurrence.

-Varier le statut juridique des entreprises : il n'y a pas à privilégier le statut privé par rapport au statut public ou au statut « social et solidaire » (l'Ess, en expansion continue)⁶. Certains pays (par exemple, l'Espagne avec Mondragon) ont des coopératives industrielles importantes et efficaces, mais pas la France : le choix juridique ne doit pas être lié à une idéologie dominante comme précédemment, mais attaché aux diverses opportunités sectorielles et locales. Lorsque le statut privé est adopté, il est, pour le moins, souhaitable de le compléter par l'application des règles de Responsabilité Sociale de ces Entreprises (la Res)

-Décentraliser la France: les PMI devant être le fer de lance d'une économie française active, leur rayon d'action est naturellement la région. Or les régions françaises ont des pouvoirs économiques réduits, avec des budgets régionaux dérisoires, si on les compare à ceux des länder allemands: une nouvelle décentralisation économique sur les régions est nécessaire.

-Conférer à l'État un rôle de protecteur: L'État ne doit plus être le rival tatillon des régions et communes. Il doit assurer une régulation générale, fixer des normes économiques, sociales et environnementales, pour faire respecter l'égalité, la justice, et opérer une péréquation entre régions, arbitrer entre court et long terme, en utilisant ses moyens de prévision pour informer, préparer l'avenir et défendre les points de vue et intérêts nationaux contre toutes menaces étrangères. Il doit être l'organisateur d'une décentralisation concertée et du dialogue social.

L'UE doit se rénover profondément pour se rendre, enfin, populaire : Elle doit se situer dans un monde désormais multipolaire, et non plus dépendant d'un seul État dominant (les USA). Elle doit donc, -d'une part, se défendre contre des États ne respectant pas ses valeurs et ses normes, par une politique de réciprocité réaliste (rompant avec son culte de la libre concurrence, qui l'a entraîné à une passivité coupable, face aux délocalisations), -d'autre part, détendre ses liens avec les USA, devenus anachroniques et même dangereux (si l'on sait que des projets en cours ont lieu pour créer une zone de libre-échange UE/USA, contraire aux intérêts UE) et affirmer son indépendance, en prenant ses distances avec l'OTAN.

*L'industrialisation de la France et de l'UE n'est pas la seule voie pour la croissance (travaux d'infrastructure, eurobonds, etc.). Donc, à côté de propositions concernant directement l'industrie, certaines suggestions peuvent paraître éloignées de ce seul souci (qui nous préoccupe pourtant au premier chef). Mais en réalité les unes et les autres constituent un tout : on se heurte en effet, à tous les niveaux, au culte forcené de l'infaillibilité des marchés, du laisser-faire et de la concurrence, qui ont paralysé, surtout en France, toute réaction salutaire et qu'il faut dénoncer désormais vigoureusement si l'on veut avoir une industrie performante : c'est le préalable indispensable à une expansion économique nécessaire. Espérons que **la présente campagne des législatives** mette en valeur cette problématique !*

⁶ **La création d'un Pôle public de financement** est une bonne initiative, pour conjuguer les efforts de tous. La création récente d'un **poste de rang ministériel pour l'ESS** en France (pour la 1^o fois) en est une autre